



Affaire de chefferie à LAMA-TESSI

Une délégation de chefs canton reçue hier au ministère de l'administration territoriale **P2**

26ème tour cycliste international du Togo

La 2ème étape ce jour



LE LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0291 du Mercredi 12 avril 2017 - 250 F CFA / Etranger 1€

Billet

Le franc CFA se porte bien mais...

Les chefs d'Etat des pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine se sont séparés lundi dernier après un sommet extraordinaire tenu à Abidjan en Côte d'Ivoire.

La situation économique et financière de l'union, les mécanismes d'intégration et les défis sécuritaires au niveau de la sous-région, autant de sujets qui ont meublés cette rencontre. Mais pouvait-on organiser un sommet extraordinaire de l'UEMOA sans évoquer la question du franc CFA qui d'ailleurs fait couler beaucoup d'encre et de salive dans les milieux sociopolitiques et intellectuels en ce moment ? Et pourtant la question n'était pas au centre des débats même si l'hôte du sommet Alassane Dramane OUATTARA avant de raccompagner ces invités a tenu à proclamer à qui voulait l'entendre que le CFA se portait bien.

L'ancien gouverneur de la BCEAO va loin en regrettant d'ailleurs la cabale organisée contre cette monnaie que partagent 14 pays depuis 1945 et qui les protège des fluctuations internationales. Oui le CFA se porte bien mais le débat lancé par les panafricanistes concernant la santé de ce que certains considère comme la monnaie des colonies ou plutôt ce que gagnent vraiment les pays de la zone CFA ?

Le bulletin de santé du franc CFA brandi par le bon élève du FMI est loin de clore l'embarassant débat politico-économique qui nous tient en haleine... Oui le CFA se porte bien mais les pays de la zone CFA sont-ils au mieux de leur forme ?

Le Directeur de Publication



Sommet extraordinaire de l'UEMOA

Les grandes retombées du sommet d'Abidjan **P3**

Prochaines échéances électorales, UNIR se retrousse les manches :



La déferlante **bleue** s'empare des contrées du pays **P3**

12ème AG FAFAO

AMÉLIORER LES RECETTES FISCALES **P4**

Le siège de l'IRES-RDEC bientôt au Togo :

Le Conseil d'Administration s'est réuni à Lomé

L'Institut Régional d'Enseignement Supérieur et de Recherche en Développement Culturel (IRES-RDEC) aura bientôt son siège et c'est le Togo qui l'abritera. L'information a été donnée lors de la session du conseil d'administration de l'institut à Lomé. En effet, réunis les 6 et 7 avril derniers, les membres du Conseil d'Administration ont dressé le bilan de l'IRES-RDEC au cours de ses 4 ans d'activité.

Plusieurs personnalités ont pris part à cette rencontre qui se veut sous régionale. Outre les ministres togolais de l'Enseignement supérieur, Octave Nicoué Broohm, et son collègue de la communication, Guy Lorenzo, cette réunion a aussi connu la présence du représentant du ministre béninois de la Culture. Le ministre togolais de la culture Guy Lorenzo, a appelé ses collègues à faire que la perception économiste superficielle de la culture comme un investissement à fonds perdu, fasse place à une vision plus projective d'une culture contribuant



Octave Nicoué Broohm, ministre des Enseignements Supérieur et de la Recherche

activement à un précieux apport au PIB notamment par les industries culturelles et créatives. Pour le président du conseil d'administration de l'IRES-RDEC Maurice

Kouakou Bandaman, actuel ministre de la culture de la Côte d'Ivoire, il faut se réjouir car les évolutions sont constatées car du Centre Régional de l'Action Culturelle

(CRAC), ils sont passés à l'Institut Régional d'Enseignement Supérieur et de Recherche en Développement Culturel (IRES-RDEC).

Pour lui se passage est nécessaire pour que cette institution absorbe toutes les ambitions qu'ils nourrissent au niveau régional pour la formation des acteurs culturels. L'institut n'a pas de siège à ce jour et cela ne saura plus tarder car lors de cette session du Conseil d'Administration, il a été décidé de doter l'institut d'un siège digne de ce nom. « Nous avons décidé de doter cet institut d'un siège digne de ce

nom. Nul doute que nous allons réussir à construire ce siège ici même à Lomé avec l'appui de l'Etat togolais et naturellement l'engagement des Etats membres de cette institution. Le ministre a aussi reconnu que de toutes les institutions culturelles qui ont été décidées dans les années soixante, depuis Dakar, seul le Togo a permis que celle si soit viable.

Il a été question de l'avenir de l'institut et sur ce point, le Conseil entend doter l'institut de moyens que celui-ci puisse jouer son rôle de formation de haut cadre de la culture ou d'école panafricaine

Keyewa

Le ministère des Affaires étrangères annonce la 2ème édition de « La semaine des réussites diaspora »

La deuxième semaine du mois de janvier de l'année prochaine connaîtra un événement particulier, il s'agit bien évidemment de « la semaine des réussites diaspora ».

Organisée par le Ministère des Affaires Etrangères et de la coopération, la 2e édition sera placée sous le thème : « **APPORT MIGRATOIRE ET CONTRIBUTION DE LA DIASPORA AU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT DU TOGO** ». Ce forum, selon le Ministère des Affaires étrangères, sera sanctionné par la seconde édition « Des Réussites Diaspora », qui visent à distinguer les togolais de l'extérieur qui se sont particulièrement illustrés, durant leurs parcours, par des réalisations significatives, leurs positionnements exceptionnels dans divers domaines d'activité et par l'impact de leurs actions dans le processus de développement économique et social du Togo.

L'initiative s'inscrit dans une logique précise celle du renforcement des relations entre le Togo et sa diaspora, elle consacre la disponibilité et la détermination du Gouvernement quant à la mise



Le ministre Robert Dussey

en œuvre d'une stratégie de consolidation de la confiance entre la Diaspora Togolaise et le

Togo d'une part et, d'autre part, de réflexion et de partage d'expériences en vue d'une meilleure gestion de la diaspora.

Autre objectif, répondre à l'engagement

des autorités togolaises d'optimiser la contribution des

togolais de l'étranger au développement économique et social de notre pays.

L'évènement, outre les débats au cours des panels et conférences, les rencontres professionnelles entre diaspora et secteur public et privé d'une part et, d'autre part entre diaspora et jeunes étudiants et entrepreneurs, avec pour objectif d'honorer les Togois de l'extérieur.

La Rédaction

Affaire de chefferie à LAMA-TESSI :

Une délégation de chefs canton reçue hier au ministère de l'Administration territoriale

Environ 12 chefs canton de la préfecture de Tchaoudjo dans la région centrale, ont été reçus hier au ministère de l'administration territoriale.

Cette rencontre intervient au lendemain d'une manifestation de la communauté Tem sur un problème de chefferie. Le ministre de l'administration territoriale essaye de trouver une solution à ce problème de chefferie doublé de litige

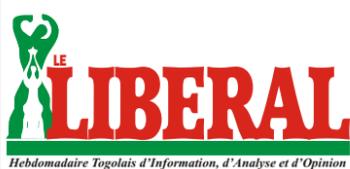
foncier.

Il faut dire que plusieurs localités du Togo sont confrontées à ce problème de chefferie et du foncier. Plusieurs personnalités de la communauté TEM étaient



Le ministre Payadowa BoukpeSSI

présentes à cette rencontre. **Nous y reviendrons.**



Récupéré N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

Fabrice P. Dariworé

Comité de Rédaction

Schmidt EZA
Dieudonné ESSOHANAM
Charles KEYEWA
P. Fabrice
Démocrate KOUDAMA

Correcteur

S. Didier

Infographie

Raphaël AHIALE

Adresse

Route de Mission Tové, non loin du
Petit Séminaire, Agoè
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 41 92 91
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

La Colombe

Tirage

2000 exemplaires

UEMOA : Les grandes retombées du sommet d'Abidjan

Les Chefs d'État des pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) étaient réunis lundi dernier à Abidjan pour un sommet extraordinaire à l'invitation d'Alassane OUATTARA, le président de la Côte d'Ivoire, président en exercice de la conférence des Chefs d'État et de Gouvernements de l'Union. Lors de cette rencontre, les dirigeants de la sous région ont discuté de la situation économique et financière, des mécanismes d'intégration et des défis de sécurité dans la sous région de plus en plus grands depuis leur dernière réunion à Dakar en juin 2016.

La sécurité dans l'ensemble des huit pays membres de l'union est mise à mal par la question du terrorisme. Trois pays de l'espace sont la cible régulière des attentats de groupes armés non étatique. Il s'agit notamment de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso et du Mali. Le terrorisme n'a pas de frontières ni de sièges et ayant compris cela, le Président en exercice de l'UEMOA a invité ses homologues à mutualiser leurs actions.

Il a également convié les uns et les autres à intensifier la mise en œuvre du plan d'action pour la paix et la sécurité dans l'espace UEMOA adoptée en juin 2016 à Dakar. Le caractère inclusif de la croissance économique est mis en exergue et pour les chefs d'État, l'éradication du terrorisme doit aussi passer par l'amélioration des conditions de vie des populations et la valorisation de l'emploi des jeunes.

Sur le plan financier, il s'agissait pour les Chefs d'États de redéfinir les nouveaux axes de coopération économique avec le reste du monde et les systèmes financiers internationaux. Il est question de fixer les sources de financement des projets rentrant dans la droite ligne de l'intégration. La baisse du cours mondial des matières premières est évoquée. La diminution de la demande en importation des matières premières dans les



pays émergents a entraîné une baisse significative des recettes d'exportations des pays de la zone. Cette baisse a également entraîné une diminution des réserves de change et des liquidités bancaires, défavorable donc à terme aux investissements locaux. Une augmentation des taux d'intérêt et une baisse des financements des banques aux États et aux agents privés est donc envisageable.

Et Pour cette raison, Alassane Ouattara préconise un fédéralisme budgétaire des pays. Il soutient une

convergence des politiques économiques des États membres.

Également, il faut souligner les taux d'inflation et les niveaux d'endettement des pays de l'espace UEMOA. La faible inflation qui existe au sein de l'Union n'est pas favorable à la croissance économique à cause des taux d'intérêt très élevés, handicapant donc les investissements locaux. Cette question de l'inflation entre dans le cadre des critères de convergence, une sorte de pacte de stabilité entre ces huit États dont le taux

d'inflation ne doit excéder les 3%. Parmi ces critères, figure aussi la dette publique. Les règles de convergence que se sont définies les pays de l'espace n'autorisent à aucun pays membre, une dette extérieure supérieure à 70% de sa richesse nationale. Mais le cas des pays de l'Union dont la dette est estimée à plus de 75% du PIB est à souligner. La question du franc CFA n'a pas été au centre des débats. Si les détracteurs de cette monnaie font évoluer le débat, la position des chefs d'État de la zone n'a pas évolué. Aux plus hauts sommets, il est toujours

estimé que la monnaie que se partagent, depuis 1945 14 pays d'Afrique les protège des fluctuations internationales. Alassane Ouattara a malgré tout relever d'éventuelles prochaines difficultés de la BCEAO à assurer le financement des économies de ses pays.

Sur le plan économique, l'essor de l'ensemble des pays est salué. La croissance économique moyenne de l'union est estimée à 6.8% pour 2016 contre 6.6% une année plutôt. Une économie régionale boostée par le renforcement de l'activité commerciale entre les pays, la hausse de la production agricole et les investissements dans les infrastructures.

Si les huit pays de la zone UEMOA sont historiquement liés par une monnaie qu'ils se partagent depuis 1945, ce qui constitue une étape majeure dans l'union monétaire, beaucoup d'efforts restent à fournir pour aboutir à un véritable marché commun où la liberté de circulation des personnes, des biens, et des capitaux sera une réalité.■

Prosper AWIH

Prochaines échéances électorales, UNIR se retrouve les manches : La déferlante bleue s'empare des contrées du pays

L'avenir appartient à ceux qui se lèvent tôt dit un adage très populaire. Le parti présidentiel Union pour la République (UNIR) l'a si bien compris et se retrouve déjà les manches. Nous sommes à quelques encablures des prochaines échéances électorales et ça bouge déjà dans les états major des partis politiques.

Pendant que les leaders de l'opposition sillonnent l'occident à la rencontre d'une diaspora sans droit de vote, les cadres du parti présidentiel Union pour la République (UNIR) mettent à profit tous les



week-ends pour une descente sur le terrain afin d'échanger avec les populations à la base dans les perspectives des prochaines échéances électorales.

Vainqueur de la dernière présidentielle et des législatives de 2013, UNIR veut améliorer son score et cela passe par un travail sur le terrain.

Le week-end dernier encore, la vague bleue a déferlé dans plusieurs contrées du pays. Il s'agit de remobiliser les troupes. Le parti de Faure Gnassingbé veut préserver son avance sur les autres formations politiques.

Rien n'est gagné d'avance et les cadres du parti le savent c'est pour cela il faut se lever tôt. Que ce soit dans l'Ogou, Bassar, Kara Dapaong et autres les cadres du parti chacun dans localité a parlé aux siens. Des sujets d'actualité ont été abordés de la politique au social, les militants ont été sensibilisés.

Créer en avril 2012, UNIR est très peu présent sur les medias fait plutôt du porte à porte, sa stratégie de conquête du pouvoir. Objet de vives critiques sur l'absence de congrès, UNIR se porte plutôt bien et malgré tout reste toujours le grand favori pour les prochains rendez-vous électoraux.

P. Fabrice

12ème AG FAFOA :

AMÉLIORER LES RECETTES FISCALES

L'intégration économique des pays de la sous-région ouest africaine est en cours et pour son affectivité totale, plusieurs actions sont mises en œuvre par les pays concernés. Sur le plan financier, l'espace sous régional a connu des avancées majeures. La mise en place du TEC, le Tarif Extérieur Commun de la CEDA O depuis l'an dernier a été un grand pas franchi dans cette ambition. Aujourd'hui, en plus des services de douanes, ceux des impôts des pays de la sous-région s'invitent dans la danse dans le but de mutualiser leurs efforts pour mettre un terme aux niches fiscales.

C'est dans cette optique qu'il se tient, depuis hier à Lomé, la douzième Assemblée Générale du forum des Administrations fiscales ouest africaines (FAFOA). Le thème retenu pour ce rendez-vous est "la mise en œuvre des mesures de conformité efficace dans le secteur financier pour



améliorer la collecte des recettes fiscales". Ce forum représente aujourd'hui, pour les pays membres un lieu par excellence de concertation et de mutualisation des expériences en matière fiscale a martelé, M. ADEDZÉ, le commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR).

Le choix du thème de cette douzième AG n'est pas un hasard. Dans un secteur financier dynamique, les administrations se doivent de composer avec les

composantes structurelles pour mobiliser de façon efficace et efficiente, les recettes fiscales dans la mesure où il regorge une multitude d'activités imposables dont la méconnaissance pourrait engendrer des pertes de recettes fiscales. Ce thème permettra de débattre et de mutualiser les diverses expériences en vue d'une recherche de stratégie nécessaire pour relever les défis fiscaux du secteur des finances de la sous-région. L'OTR a dans ce sens initié des actions telles que la

formation de ses agents dans le domaine du contrôle fiscal et de la gestion des déclarations.

Il urge alors de converger tous les efforts et de mutualiser les expériences acquises par chaque pays membre afin de disposer d'une stratégie qui permettra, à la fin de comprendre les contours des mouvements relevant du secteur. Pour ce faire, le Commissaire Général de l'OTR a invité tous les pays membres à s'approprier véritablement les relevés de

conclusion qui sortiront des travaux afin d'aboutir à de meilleures pratiques dans toutes les administrations fiscales. Pour sa part, Stewart ELFRIEDA TAMBA, la Présidente du FAFOA a indiqué qu'il existe deux moyens de conduire le contribuable à son devoir fiscal: le devoir forcé et le devoir volontaire. Elle a invité le contribuable et le contrôleur fiscal à préconiser le passage volontaire au devoir fiscal.

La 11^{me} Assemblée Générale qui s'est tenue à Dakar en septembre 2016 a regroupé les délégués de tous les pays dans le but de promouvoir les services aux contribuables comme outil de mobilisation de recettes nationales. Cette vision traduit en effet, la volonté et le Désir ardent des pays de l'espace communautaire à nourrir l'ambition de doter leur institution commune d'outil à même de l'aider à relever les grands défis de développement des pays respectifs de la sous-région.

Prosper AWIH

BLITTA : UN DES GRENIER DU TOGO SOUS-ÉVALUÉ?

L'État togolais s'est donné pour ambition de réhabiliter les infrastructures socio-économiques de base. C'est dans le cadre du PUDC, le Programme d'Urgence de Développement Communautaire que tous les travaux de construction de marchés publics, d'écoles, de ponts ou encore de structures sanitaires sont inscrits. Cet ambitieux programme qui a pour tutelle, le Ministère du Développement à la base et dont la supervision et une partie du financement placée sous le contrôle du PNUD a amorcé sa phase d'exécution depuis juin



Des stocks de maïs

2016.

Plusieurs localités enclavées ou non de tout le territoire togolais ont reçu les visites des responsables en charge de l'exécution du programme. Que ce soit à Guerren-Kuka dans la Kara, à Notsè dans le Haho ou à

Kpalimé dans le kloto, les coups de pioche retentissent et donnent le coup d'envoi de la réalisation des différents travaux.

Samedi dernier, c'était le tour de la préfecture de Blitta de recevoir la visite des ministres Dogbé et

Assimaïdou en charge respectivement du Ministère du développement à la base et de celui de la planification du développement. Le but de cette descente sur le terrain, c'est de marquer le coup de pioche de la construction d'un marché à Blitta. Ce marché sera un composé de huit hangars, d'un bloc de dix boutiques, de quatre abri de volailles et bétail et de quatre magasins d'une capacité de dix tonnes chacun.

La préfecture de Blitta se situe dans la région centrale du Togo et a un accès direct sur la route nationale numéro un. Blitta et la

région centrale en général sont incontestablement une zone géographique très vitale pour Lomé et le reste du Togo. Cependant les différents cantons qui composent cette préfecture sont dépourvus de services sociaux de base. Donnons l'exemple d'un certain nombre de cantons se situant dans la préfecture de Blitta et nous y constatons d'énormes insuffisances dans la prestation des services publics.

PAGALA GARE

Le dernier recensement estimait à près de 50 mille, le nombre de personnes vivant là. Pagala est

Suite à la page 5

APPUI FINANCIERS DES PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT: QUELS SONT LES DÉFIS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES À RELEVER PAR L'ÉTAT

La coopération entre le Togo et les autres pays d'une part et celle avec ses partenaires financiers d'autre part a atteint son plus haut niveau depuis le retour du pays sur la scène politique internationale. En effet, depuis décembre 2016, après que les Députés aient voté à l'Assemblée Nationale, la loi de finances exercice 2017, les partenaires financiers du Togo s'activent de plus en plus à apporter leurs aides pour son émergence fixée pour bientôt.

La mesure majeure qui s'inscrit dans le cadre des recommandations du Fonds Monétaire International et qui a plus séduit ces partenaires est l'abandon des préfinancements au profit des prêts concessionnels. Cette stratégie phare qui a été adoptée pour la réalisation de nombreuses routes à Lomé a été mise en œuvre depuis le début du démarrage des politiques des grands travaux lancées par le Chef de l'État.

Au cours de l'exercice budgétaire de l'année 2016 par exemple, aucun soutien financier n'a été apporté à l'État par l'extérieur.

Cette année, au contraire et sous le ministre Sani YAYA,



Selom Komi KLASSOU, Chef du Gouvernement

Les partenaires au développement du Togo se mobilisent de plusieurs façons pour accompagner ce dernier dans sa route de développement. Parmi eux, l'on compte l'Union Européenne, le Fonds Monétaire International (à travers les Facilités Élargies de Crédits), le PNUD et la Banque Mondiale. L'aille droite du FMI chargée de mobiliser les finances dans le cadre des recommandations faites par cette dernière affiche son optimisme quant aux choix de politiques économiques du gouvernement.

Fin janvier 2017, ce sont plus de 300 millions de dollars soit un peu plus de 200 milliards de francs CFA qui avaient été annoncés en faveur du Togo dans le cadre d'un nouveau partenariat. Ce partenariat axe ses priorités sur le développement du secteur privé, l'inclusion sociale et la valorisation des ressources naturelles.

La visite de 24 heures qu'a effectuée, la semaine dernière Makhtar DIOP, le vice président Afrique de la Banque Mondiale rentrait dans le cadre de l'effectivité de cette coopération. Trois accords de financement ont en effet été signés entre le ministre YAYA et Makhtar DIOP à la Présidence sous l'œil regardant du Chef de l'État.

Ces accords estimés à 65 millions de dollars soit près de 40 milliards de francs, entrent dans la droite ligne de la politique du

gouvernement et concernent notamment: l'emploi des jeunes vulnérables, les filets sociaux et le système sanitaire sous régional.

Les statistiques même les plus clémentes estiment le taux de chômage et de sous-emploi au Togo à près de 30% de la population active. Si pendant longtemps les stratégies d'emploi des jeunes mis en place par le gouvernement visaient plus les jeunes diplômés urbains, force est de constater que les jeunes ruraux gonflent de plus en plus les chiffres du chômage au Togo.

Ce volet du financement de la BM va concerner les 15-35 ans vivant en situation de vulnérabilité et qui n'ont pas, dans leur niveau d'éducation achevé le cycle primaire. Ce volet prendra 17.5 milliards (don).

LES FILETS SOCIAUX ET SERVICES DE BASE

Il s'agit ici de doter, dans les plus brefs délais, les hameaux les plus reculés du Togo en services sociaux économiques de base. Plusieurs infrastructures seront donc construites notamment, des marchés

modernes, des écoles publiques et des pistes rurales. Ce deuxième accord rentre dans le cadre du PDC+ et du PUDC, des projets pilotés par l'État togolais et certains de ses partenaires. 9 milliards seront également injectés dans ce deuxième volet sous forme de don.

EMPLOI DES JEUNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

Le coût du projet est évalué à quatre (04) milliards et le centre va abriter son Administration et des laboratoires spécialisés dans la recherche avicole avec pour finalité de rivaliser avec les laboratoires européens.

Le centre va abriter son Administration et des laboratoires spécialisés dans la recherche avicole avec pour finalité de rivaliser avec les laboratoires européens.

LES FILETS SOCIAUX ET SERVICES DE BASE

Il s'agit ici de doter, dans les plus brefs délais, les hameaux les plus reculés du Togo en services sociaux économiques de base. Plusieurs infrastructures seront donc construites notamment, des marchés

SYSTÈME RÉGIONAL DE SURVEILLANCE DES MALADIES

C'est un projet régional qui compte couvrir la Guinée Bissau, le Libéria, le Nigeria et le Togo. L'objectif est de lutter contre les épidémies transnationales et aider les équipes sanitaires à mieux se préparer pour la surveillance et la prise en charge des maladies, humaines et animales.

C'est dans cette optique que le M. DIOP a effectué une visite de terrain pour poser la première pierre de la construction du Centre Régional d'excellence sur les Sciences Aviaires à l'Université de Lomé.

Le coût du projet est évalué à quatre (04) milliards et le centre va abriter son Administration et des laboratoires spécialisés dans la recherche avicole avec pour finalité de rivaliser avec les laboratoires européens.

Prosper AWIH

BLITTA : UN DES GRENIER DU TOGO SOUS-ÉVALUÉ?

Suite de la page 4

Pagala-Gare a un marché cosmopolite. On y trouve de tout. Son économie est principalement axée sur l'agriculture et le commerce. C'est un centre commercial pour toute la préfecture de Blitta. Le marché de Pagala-Gare s'animant tous les samedis se situe en bordure des railles. C'est à Pagala que se trouve POMAR-TOGO, l'industrie qui extrait le marbre togolais. Cependant,

Pagala-Gare a un marché vétuste, composé uniquement de hangars de fortune. Lorsque la pluie tombe, c'est le désarroi. Un marché moderne est pourtant construit depuis 2005 mais l'on ne sait pourquoi il n'est toujours pas actif.

La seule route goudronnée est celle qui quitte Langabou pour aller à Tadjan. Cette voix, jadis faisait la fierté des

riverains mais depuis l'installation de l'usine d'extraction du marbre à Pagala-Village (10km à l'ouest de Pagala-Gare), elle est carrément inexistante à cause du flux de transport des camions transportant ce marbre. Pagala-Gare n'a qu'un lycée public et deux collèges publics dans lesquels les élèves excèdent parfois 130 (pour les classes de seconde à 4) et le lycée n'a

que deux bâtiments de classe formels.

Le centre de santé qui accueille les malades de la localité est une structure sanitaire confessionnelle héritée de la colonisation allemande. La route Pagala-Blitta n'est jusqu'à ce jour pas encore goudronnée malgré les promesses de campagne et la localité est électrifiée seulement à la mi 2013.

Brefs, la Préfecture de Blitta regorge de beaucoup de ressources naturelles comme dans l'Adélé d'où nous viennent, le charbon, les bananes, les oranges ou le gari.

L'attention des autorités doit être tournée vers cette région qui malgré les ressources naturelles, est classée parmi les plus pauvres.

Prosper AWIH

Protection des réfugiés au Togo Le HCR Togo renforce les capacités des acteurs

La représentation togolaise du Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) a initié hier à Lomé une formation de deux jours sur la protection internationale des réfugiés. Elle vise à outiller les acteurs sur le droit des réfugiés et trouver une solution aux problèmes du rapatriement volontaire dans le pays d'origine une fois la situation de fuite cessée, l'intégration locale dans le pays d'asile tant

eu plan juridique, économique que culturel et la réinsertion dans un pays tiers pour les réfugiés ayant des besoins en réinstallation.



Pius Agbetomey, ministre de la Justice

La représentante résidente du HCR au Togo, Mme Mariam Diallo a, dans son allocution d'ouverture, salué les efforts du Togo en matière de protection des droits des

services de base : la santé et l'éducation et aussi à l'emploi. L'accès à la justice devant leur être possible, leur bien-être et plein épanouissement dans le

réfugiés. Elle a également remercié les partenaires sociaux et ONG qui interviennent dans le processus.

« Au Togo, les réfugiés ont accès aux services de base : la santé et l'éducation et aussi à l'emploi. L'accès à la justice devant leur être possible, leur bien-être et plein épanouissement dans le

pays seront assurés. Notre organisation se réjouit de ce que les réfugiés vivent dans la dignité et en parfaite harmonie avec la population togolaise sur toute l'étendue du territoire. », a-t-elle déclaré avant de poursuivre que « les résultats auxquels nous sommes parvenus aujourd'hui dans la défense des droits des réfugiés au Togo n'auraient pas été possibles sans le soutien du gouvernement et sans l'action concertée avec d'autres ONG. »

Le garde des Sceaux, ministre de la justice, M. Agbetomey Pius, pour sa part, a rassuré le HCR de la disponibilité et de l'hospitalité du Togo à

soutenir et assurer la sécurité des réfugiés avant d'encourager les divers acteurs à véritablement contribuer à la résolution des difficultés rencontrées dans la protection des réfugiés.

Ils sont quelque 12 490 réfugiés issus de 14 différentes nationalités à séjournés actuellement au Togo. Le HCR Togo à travers la mise en œuvre de ses activités, contribue à renforcer leur protection au plan juridique, social et économique en leur accordant des appuis financiers pour mener des AGR et parvenir à l'autosuffisance. ■

Démocrate

COOPÉRATION Germano-togolaise : LES MOTIFS D'UN RETOUR À LA SOURCE

Depuis son retour sur la grande scène politique internationale, le Togo s'est lancé sur la voix de l'émergence fixée pour 2030. Pour cela, le pays multiplie des actions de développement que ce soit sur le plan interne que sur le plan extérieur. Pour sa politique intérieure, le Togo s'est doté de beaucoup d'instruments dans le but d'atteindre une croissance économique accélérée. Plusieurs plan d'émergence sont mis œuvre et c'est le Ministère du Développement à la base qui a la charge de piloter ces programmes.

Sur le plan extérieur, le Togo renoue avec ses partenaires financiers de longue date. L'Allemagne en est un et depuis l'année dernière, la diplomatie togolaise a orienté ses armes de bataille et d'insertion dans le commerce international vers l'Allemagne. C'est dans cette optique que le Ministère des Affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine a organisé la semaine dernière, le printemps de la coopération entre le Togo et l'Allemagne.

À cette occasion, plusieurs accords de partenariats ont été signés notamment la création prochaine d'une chambre de commerce sous régionale et le



Le ministre Robert Dussey

plan de construction des logements sociaux.

COMMERCE EXTÉRIEUR ENTRE LE TOGO ET L'ALLEMAGNE

Les deux pays échangent très peu entre eux. Le tableau du commerce bilatéral entre le Togo et l'Allemagne présente un faible niveau de commerce entre ces deux pays.

En 2014 par exemple, l'Allemagne a importé du Togo, des produits dont la valeur totale est estimée à 16477, un chiffre qui tend à la baisse au fil des années et qui retombe à 3570. Parmi les produits togolais les plus importés par l'Allemagne, l'on recense au premier lieu le cacao (en valeur, l'Allemagne a importé 6205). Essentiellement constituées des matières premières, les exportations togolaises vers ne créent pas de valeur ajoutée à l'économie togolaise. C'est dans ce contexte que des plans

de transformations des matières premières sont mis adoptés au Ministère en charge de l'agriculture.

Au niveau des exportations, le tableau est toujours sombre. La valeur des exportations allemandes est estimée à 77 604 en 2014. Un chiffre insignifiant quand on sait que l'Allemagne est un grand pays d'exportations dont la balance commerciale est excédentaire.

Les échanges bilatéraux entre les deux pays sont donc très faible. Et pour les autorités togolaises, il faut renouer avec un pays dont la place dans commerce extérieur est significative. Les prouesses de l'économie togolaise séduisent beaucoup les investisseurs allemands. Et ces derniers veulent faire du Togo, une porte d'entrée dans la sous région ouest africaine, un marché très porteur et dont la croissance économique est l'un des plus haut sur le continent.

Le marché de l'Afrique de l'ouest fourni plus de 300 millions d'habitants et pour les firmes étrangères, ce sera une aubaine de s'y installer et de profiter d'une baisse du Tarif Extérieur Commun.

Prosper AWIH

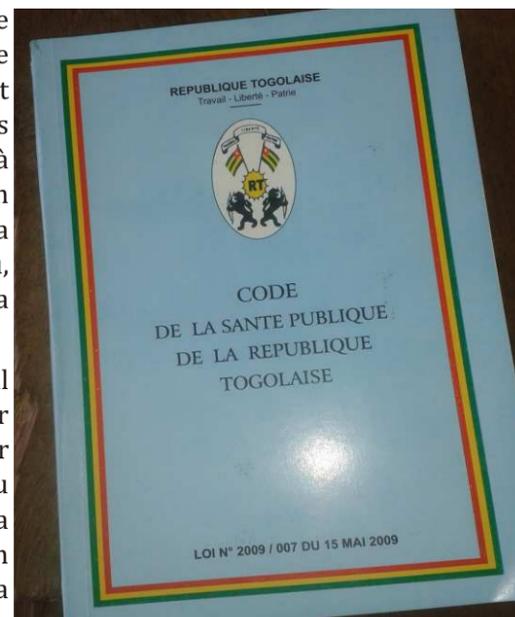
Code la santé Règlements sanitaires : Art 5 6 7

Le système national de santé traduit l'ensemble des éléments visant à assurer la protection et la promotion de la santé de l'individu, de la famille et de la collectivité.

Le système national de santé a pour vocation d'organiser les soins de santé au profit de la population en conformité avec la politique nationale de santé, le plan de développement sanitaire et la carte sanitaire. L'action du système national de santé s'exerce selon les lignes directrices suivantes : le développement harmonieux du secteur public et du secteur privé ; une application sanitaire qui s'intègre dans le processus global du développement socioéconomique national ; l'approche multidisciplinaire et interdisciplinaire dans l'exécution des programmes de santé ; la mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières destinées à soutenir les programmes de santé ;

l'intégration des activités de soins promotionnels, préventifs, curatifs, palliatifs et de réadaptations ; la décentralisation des services de santé ; la responsabilisation des collectivités et des individus et leur participation à l'organisation, à la planification à l'exécution et à l'évaluation des programmes de santé.

Les prestations de soins et de services de santé sont faites à titre onéreux dans le secteur privé à but lucratif. Dans le secteur public, et le secteur privé à but non lucratif, il est demandé une contribution aux bénéficiaires de ces soins de services.



FOOTBALL / COUPE DE L'INDEPENDANCE DU TOGO L'entente II crée la sensation en éliminant Dyto de Lomé

L'édition 2017 de la coupe de l'indépendance du Togo a effectivement débuté ce samedi avec le match entre l'Entente II, club de la deuxième division, et le Dynamic togolais évoluant dans l'élite nationale. Les pensionnaires de la deuxième division se qualifient en demi-finale en venant à bout de Dyto par 1-0.

Débuté sous une pluie menaçante les poulains du coach Amegnito mettent le pied sur le ballon et ouvrent rapidement le score à la 3ème minute par l'entremise de leur virevoltant attaquant Locoh Folly.

Dyto prend la possession de la balle et pousse mais la défense de l'entente II ne rompt pas.

Guillaume Yénoussi victime d'un accident et Kouloum Makilibè malade étaient les grands absents de cette rencontre.

Dyto domine mais n'arrive pas à revenir au score malgré les multiples tentatives de Dosseh et de Franck Mawuena.

Au retour des vestiaires, Dyto effectue des changements et



pousse haut, ce qui amène dernières minutes de la Entente II à jouer avec cinq défenseurs pour les 15

pas à recoller au score juste à la fin du temps réglementaire.

1-0 score final pour les jaunes et noirs de Kodjoviakopé qui visent le doublé.

Il faut signaler que ce match s'est disputé sous les regards de l'entraîneur national, Claude Leroy, et de son adjoint, Julien Chevalier, sans oublier le vice-président de la Fédération togolaise de football.

Les autres matchs des quarts de finales se sont déroulés le dimanche 09 avril.

Au grand stade Kpalimé, Maranatha de Fiokpo prend le

dessus sur l'AS OTR par 3-2, dans un match disputé sous une grande pluie.

A Sokodé, Sémassi FC l'emporte face au l'ASCK de Kara, leader dans la zone nord, sur le score de 2-0.

Au stade municipal d'Agoè, le premier au classement de la première division, l'As Togo Port épingle Unisport par 1-0.

Les demi-finales qui se joueront le 22 avril se présentent comme suit : Maranatha - Entente II et Sémassi - Togo Port.

Aubin KOUTELE

26ème tour cycliste international du Togo La seconde étape ce jour

Le 26ème tour cycliste international du Togo a démarré hier dans la capitale togolaise. Cette édition regroupe des équipes venues du Bénin, du Mali, du Ghana, du Niger, du Nigeria, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la RD Congo, de la Belgique sur une distance de 1285 km dont 636 km de



course.

pour cette première journée

Les coureurs ont parcouru une distance de 151 km entre

la ville de Lomé et celle de Danyi, comptant pour la première étape.

La deuxième journée sera consacrée à l'étape Sokodé-Niamtougou, soit une distance de 105 km.

Selon le directeur général du SporPub International et promoteur du tour, Francis Ducreux, 5 millions 760 milles F CFA seront dans la cagnotte, tout au long du tour et le budget total alloué à l'organisation est estimé à 100 millions de F CFA.

Le Togo a présenté deux équipes A et B. Mis au vert depuis le 10 mars à Adéta, dans la préfecture de Kpélé, l'objectif assignés aux coureurs togolais est de remporter plusieurs étapes.

La Rédaction

Focus sur les différentes étapes du 26ème tour cycliste international du Togo

Mardi 11 avril 2017 : Première étape Lomé-Danyi, 151 km

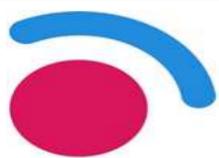
Mercredi 12 avril 2017 : Deuxième étape Sokodé-Niamtougou, 105 km

Jeudi 13 avril 2017 : Troisième étape Kanté-Kara, 68 km

Vendredi 14 avril 2017 : quatrième étape Kara-Tchamba, 108 km

Samedi 15 avril 2017 : Cinquième étape Tchamba-Blitta, 124 km

Dimanche 16 avril 2017 : Lomé-Lomé (Circuit) 80 km



Togotelecom

COMMUNIQUE

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE ORGANISE UNE VASTE OPERATION DE REHABILITATION GRATUITE DES INSTALLATIONS TELEPHONIQUES A DOMICILE.

A CET EFFET, ELLE INVITE TOUT CLIENT POSSEDANT UNE INSTALLATION FILAIRE NON FONCTIONNELLE A SE RENDRE DANS TOUT ESPACE TELECOM POUR UNE PRISE EN CHARGE SPECIFIQUE DANS LE CADRE DE L'OPERATION.

TOGO TELECOM TIENT A RASSURER SON AIMABLE CLIENTELE QUE LES DISPOSITIONS PRISES CONCOURENT A AMELIORER DURABLEMENT LA QUALITE DE SES PRESTATIONS.

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE D'AVANCE DE VOTRE CONTRIBUTION A LA REUSSITE DE CETTE OPERATION.

LA DIRECTION GENERALE

Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

~~18%~~



10%

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg